

CCAS – Décision n°2025-047

N°2025-047

Département de la
Seine-Saint-Denis
Arrondissement du
Raincy
Canton de Sevrans

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

**CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE
VILLE DE SEVRANS**

DECISION

Objet : Convention de formation Certibiocide

Le maire, président du CCAS,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du CA du CCAS n°2 du 28 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au président,

Vu l'arrêté du 21 décembre 2023 relatif à l'instruction budgétaire et comptable "M. 57" applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,

Vu le Code de la Commande Publique entré en vigueur au 1er avril 2019, et notamment son article R2122-8,

Considérant la convention avec l'organisme ISTAV pour la réalisation d'une formation intitulée Certibiocide en ligne pour du Centre Communal d'Action Sociale le 28 novembre 2025

Article 1 : DÉCIDE de signer la convention avec l'organisme ISTAV pour la réalisation d'une formation intitulée Certibiocide en ligne pour du Centre Communal d'Action Sociale le 28 novembre 2025.

Article 2 : PRÉCISE que le règlement de la facture correspondante d'un montant total de 180 euros net de taxes sera effectué par mandatement administratif. Cette opération sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au budget Centre Communal d'Action Sociale de l'exercice en cours.

Article 3 : Le Directeur du Centre Communal d'Action Sociale et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exercice de la présente décision.

Article 4 : la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;

CCAS – Décision n°2025-047

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevrans, président du CCAS dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télerecours* (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Copie sera adressée à :

- Comptable public

Le Maire, Président du CCAS 19 NOV. 2025

Stéphane BLANCHET

